

Être SOLIDAIRE



ÉDITO

Dans un contexte inédit, notre action ne fléchit pas !



Voilà plus d'un an qu'un virus a choisi d'essaimer le monde, tout simplement en se laissant transporter par tout ce que notre société globalisée peut lui fournir : des échanges de marchandises toujours plus conséquents auxquels se mêlent des flux de voyageurs intercontinentaux pour qui prendre l'avion est devenu banal.

Le « couronné » virus a ainsi fait de la terre entière son royaume. Sa présence a pour le moins bouleversé notre quotidien.

Dans le combat pour enrayer sa propagation, nous sommes soumis à des décisions arbitraires, rendues autour d'un conseil « scientifique », qui se substituent à la démocratie parlementaire.

Quand la population aspire à ne perdre ni sa vie ni son travail tout en appliquant les mesures sanitaires, le gouvernement peine à ne pas perdre la face avec sa stratégie au doigt mouillé qui a révélé l'état indigne de sous-équipements et de sous-emplois de l'hôpital public. Malgré les contraintes sanitaires, *L'Avenir social* a continué d'agir pour, à son niveau, contribuer à une solidarité plus que jamais nécessaire entre les peuples.

Car, pour certains, la situation sanitaire s'ajoute à d'autres secousses terribles comme au Liban où, dans un contexte de crise économique et sociale, l'explosion du 4 août 2020 dans le port de Beyrouth a durement touché les habitant-es.

En Birmanie, la main de fer de la junte qui a pris le pouvoir dans un coup d'État terrorise tout un peuple. Plus près de nous, c'est la nature qui s'est déchaînée quand la terre a tremblé au Teil en novembre 2019 ou quand la tempête Alex a frappé la vallée de la Vésubie en octobre 2020.

Dans un contexte qui nous a obligé-es à fonctionner à distance, en se réunissant régulièrement par visioconférences, le conseil d'administration, le bureau et les commissions ont œuvré à la bonne marche de notre association. Une marche qui repose sur le soutien indispensable de ses adhérents.

Sylvain ESNAULT

DATES!
à RETENIR!

Bureau

- JEUDI 3 JUIN

Conseil d'Administration

- MARDI 15 JUIN

Commission

Développement

Organisation

- MERCREDI 2 JUIN
- LUNDI 5 JUILLET

SOLIDAIRES

pièce coordonnée

Être SOLIDAIRE

LIBAN APPEL À SOLIDARITÉ

Au lendemain de cette catastrophe dans un pays déjà lourdement meurtri, *L'Avenir social* et la CGT ont lancé un appel à solidarité pour soutenir la Fédération nationale des syndicats des ouvriers et des employés au Liban (FENASOL). Ensemble, nous avons défini un dispositif d'entraide pour répondre aux besoins exprimés par nos camarades libanais.

Une nouvelle fois, l'appel à la solidarité envers les peuples a été entendu et un très grand nombre d'organisations de la CGT, d'adhérent·e·s, de donateurs et de donatrice de *L'Avenir social* y ont répondu.

Grâce aux dons collectés, des kits alimentaires ont pu être distribués aux membres des syndicats de travailleurs du port et à leurs familles, plus largement à la population, à des familles, à des personnes âgées, à des travailleurs migrants et à des réfugiés (nombreux au Liban toujours accueillant).

Une partie des sommes collectées sera réservée pour la réparation des bâtiments et de maisons.

Cette catastrophe industrielle et ses conséquences humaines et environnementales aggravent une situation déjà très difficile, rendue encore plus insoutenable avec la pandémie. Depuis des décennies, le peuple libanais subit une grave crise économique et sociale. La crise sanitaire a révélé l'insuffisance dramatique de moyens humains et budgétaires dans de nombreux établissements de santé.

Face à ce défi, une partie des fonds collectés a été mobilisée pour l'achat de machines mobiles à oxygène. Ce matériel viendra en aide à des travailleurs et des tra-



Dégâts après les explosions sur une place de Beyrouth.



vailleuses infecté·e·s par le virus et n'ayant pas obtenu de places dans les hôpitaux saturés.

Lorsque la situation sera enfin améliorée, ce matériel sera remis à l'hôpital de secours

populaire à Nabathieh dans le sud du Liban. Une fois de plus, notre solidarité en action prouve qu'un autre monde est possible.

Muriel Renaudineau-Miné

POUR LA DÉMOCRATIE, SOLIDAIRES DES GRÉVISTES BIRMANAIS

L'Avenir social et la CGT ont lancé un appel à la solidarité financière pour soutenir la lutte engagée par les syndicalistes birmans contre la junte au Myanmar, financement permettant la clandestinité et des moyens de subsistance pour les familles de grévistes. Nous avons demandé à Sylvain GOLDSTEIN, conseiller confédéral CGT Asie-Océanie de nous donner des informations sur ce qui se passe dans ce pays.

Sylvain, peux-tu nous rappeler le contexte historique ?

La Birmanie faisait partie d'une zone immense qui était sous colonisation britannique depuis le milieu du XIX^e siècle ; cette zone a connu plusieurs périodes de décolonisation. Les Britanniques ont créé un pays non homogène au niveau ethnique puisque la Birmanie est composée de 70 à 80 % de Bamans et de 135 ethnies différentes. Depuis l'indépendance, il y a toujours eu des mouvements de protestation réprimés très violemment entre les Bamans et les autres ethnies. Les militaires de hauts rangs et leurs supplétifs sont uniquement des membres de l'ethnie bamans et ils se sont érigés en protecteurs de la Birmanie, dont le sens littéral est «le pays des Bamans», sans laisser de pouvoir au peuple ou aux autres membres de la communauté du Myanmar (Shans, Karens, Rohingyas...) la situation démocratique a duré deux ans, à partir de janvier 1948, puis les militaires ont pris le pouvoir transformant le pays en prison fermée à ciel ouvert. Les militaires étaient tout puissants

et ce jusqu'en 2011, réprimant toute tentative de révolte dans la violence (enlèvement d'enfants pour en faire des enfants-soldats, assassinats...). En 2011 sous la pression diplomatique il y a eu une légère ouverture démocratique qui a permis la libération de Aung San Suu Kyi et à son parti (la LND) de partager le pouvoir en «bonne» intelligence avec les militaires. Ce parti est également composé de Bamans, ce qui explique qu'elle n'a jamais pris la défense des Rohingyas... Les militaires ont gardé un certain nombre de pouvoirs, en particulier le pouvoir économique et sécuritaire.

Pourquoi ce coup d'État le 1^{er} février dernier ?

Aux élections de novembre 2020, la LND a obtenu 80 % des voix. Le parlement du Myanmar aurait pu voter des lois qui auraient gêné cette activité économique au service des militaires et de leurs familles. Les militaires ont préféré ne pas prendre de risque et ont prétexté une fraude électorale pour considérer que leur devoir était de «suspendre» la démocratie. Tant que les militaires continueront à recevoir de l'argent des entreprises multinationales, ils auront à la fois les moyens et intérêts à se maintenir au pouvoir.

Depuis le 1^{er} février, la population a très violemment et rapidement réagi contre la prise de pouvoir de l'armée avec des manifestations pacifiques où ils sont mains nues contre les armes de l'armée. La quasi-totalité des

L'AVENIR SOCIAL

PARCE QUE SOLIDAIRES

Une catastrophe naturelle est toujours un désastre pour ceux qui la vivent et le tremblement de terre du 11 novembre 2019 au Teil et alentours n'échappe pas à la règle, avec toutes les conséquences matérielles et psychologiques que ça entraîne.

Notre Union locale a mis en place, sans attendre, un dispositif permettant de recenser les problèmes auxquels étaient confrontés la population et nos camarades.

Nos actions ont eu pour objectif, dans un premier, temps d'aider à faire face aux difficultés rencontrées avec les assurances : intervention auprès de la MACIF, avec INDECOSA pour les autres compagnies, demandes de dons au Secours populaire, etc.

Nous avons été contactés par *L'Avenir social* pour envisager une aide aux camarades les plus en difficulté. Pour beaucoup, l'existence et le rôle de *L'Avenir social* ont été une découverte.

Guidés par notre association, nous avons pu constituer des dossiers, effectuer des suivis réguliers. Trouver des réponses à nos interrogations nous a permis de mener à bien ces dossiers pour obtenir une aide de solidarité.

Les camarades aidés, mais aussi toute la CGT de notre territoire, ont pu mesurer que la notion de solidarité dans la CGT n'était pas un effet de langage, mais bien une valeur faisant partie de notre ADN.

Nous avons à travailler au renforcement de *L'Avenir social*. Notre UL, mais aussi notre UD, vont s'y attacher par des appels à l'adhésion, mais aussi par des interventions en réunions, en congrès et dans nos formations. Sensibiliser toute la CGT sur le fonctionnement et l'aide que peut apporter notre association à l'échelle nationale et internationale est un enjeu.

Alors que nos camarades avaient la sensation, avec juste raison, d'être oubliés par l'administration, alors qu'ils-elles ont eu à subir le confinement, qui a rajouté à leurs difficultés (retard dans les travaux, les expertises et ils ne peuvent toujours pas retourner chez eux!), l'aide de 10000 euros apportée par *L'Avenir social* avec des chèques allant de 3100 à 2100 euros a été un beau cadeau de Noël.

UL CGT du Teil

Vallée de la Vésubie

TÉMOIGNAGE

Lorsque je me suis rendu dans la vallée de la Vésubie après le passage de la tempête Alex le 2 octobre 2020, je ne l'ai pas reconnue : un camping et des plans d'eau disparus, des

maisons dont les pièces intérieures sont apparentes et une gendarmerie intacte, mais qui penche à droite.

L'Union locale CGT de Carros, après avoir voté 1000 euros de solidarité, a décidé, en lien avec un groupe d'enseignants de Saint-Martin et de la Bollène, d'apporter un peu de réconfort aux enfants de dix familles qui ont perdu leur maison : ils ont pu commander dans deux magasins niçois leurs livres disparus et les jeux qui leur manquaient.

Nous avons également, en lien avec *L'Avenir social* contacté toutes nos adhérentes des vallées de la Tinée et de la Vésubie pour leur venir en aide. Aucune n'avait subi de dégât matériel important, mais toutes étaient impactées au niveau psychologique. Un couple de camarades du syndicat CGT de la mairie de Carros habitant Clans, village perché de la Tinée, a fait appel à la solidarité pour les aider dans la reconstruction des murs de leur terrain qui avaient été emportés. Une aide de 900 euros leur a été attribuée après avoir monté le dossier avec l'association de solidarité de la CGT : *L'Avenir social*.

Sept mois après la tempête, freinée par la pandémie, l'heure est toujours à la reconstruction, qu'elle soit matérielle ou humaine ! Notre projet fin juin 2021 est de financer des artistes locaux (à l'arrêt forcé) pour faire rire et rêver les enfants dans leur vallée !

Pierre Martinsse UL CGT de Carros

organisations syndicales a appelé à la grève générale dès le 6 février pour bloquer la manne financière. Cette grève touche tous les secteurs. La hiérarchie bouddhiste traditionnellement pro militaire s'est cette fois divisée et une partie ne soutient pas l'armée et cela a aidé au développement des grèves et des manifestations.

Les militaires ont essayé d'enrayer cette grève en promettant de ne pas toucher aux syndicats. Mais dès le 24 février, on constate des arrestations de syndicalistes et le 26 les syndicats ont officiellement été interdits, multipliant les arrestations et les assassinats de syndicalistes. Depuis le pays est à l'arrêt ; il y a des manifestations tous les jours, avec très souvent des femmes à leur tête.

Passé-t-on aujourd'hui de manifestations pacifiques à une lutte armée ?

Les manifestants ont réagi à l'accroissement de la violence des militaires, qui devant l'opposition populaire, utilise des armes de plus en plus létales : coups de matraques, tirs de balles de caoutchouc, puis à balles réelles et aujourd'hui bombardements, par l'aviation du Myanmar, de population dans des villages. Il y a énormément de morts. Cette guérilla est une guérilla d'autodéfense. Les manifestations continuent malgré tout avec comme seules armes des armes « d'opportunités » (vêtements, pierres, excréments...). Près des frontières, des postes militaires ont été investis par les manifestants pour empêcher l'arrestation et le massacre des réfugiés. Un gouvernement en exil a été créé composé de militant·es élu·es à l'Assemblée nationale. Il ne prône pas la lutte armée, mais essaie d'intervenir diplomatiquement auprès des entreprises pour stopper les flux financiers et commerciaux avec les militaires du Myanmar.

Quelle action syndicale ?

La CTUM a contacté les organisations syndicales internationales. La CGT et la CSI agissent pour convaincre les entreprises travaillant avec les militaires et la junte d'arrêter leur relation économique.

Il y a des pays et des entreprises avec qui cela marche, mais en France et en Europe cela est très théorique. L'Europe a demandé l'arrêt des violences. La France se contente de dire qu'elle est d'accord avec la position européenne.

TOTAL et le groupe ACCOR sont deux groupes français importants fortement liés à la junte et aux familles de militaires. Les syndicats français ont interpellé leur direction sans succès. On note que dans les pays où syndicats et gouvernement sont intervenus auprès des entreprises, celles-ci ont stoppé tout versement et travail au Myanmar, comme le groupe coréen POSCO (concurrent de TOTAL).

La junte militaire n'est seulement soutenue réellement que par sept pays, dont la Russie, la Chine et l'Inde.

La CGT soutient la lutte contre la junte et le retour à la démocratie comme elle l'a fait avant 2011 en soutenant la CTUM, confédération syndicale du Myanmar. Il nous faut aujourd'hui continuer à soutenir la résistance du peuple du Myanmar et financer les grèves.

Au 30 avril, nous avons grâce à vous collecté 6700 € en sus des 2000 € que la CGT a fait parvenir en toute urgence fin février. Nous comptons sur vous et vos organisations pour continuer cette action de solidarité financière.

Propos recueillis par Frédérique LANDAS

	R 2018	B 2019	Est 2019	B 2021
TOTAL RESSOURCES FONCTIONNEMENT	202 268	225 685	172 546	170 000
TOTAL RESSOURCES ACTIVITÉ	74 940	75 000	146 320	74 000
TOTAL RESSOURCES	277 208	300 685	318 866	244 000
TOTAL CHARGES FONCTIONNEMENT	373 713	357 000	230 533	263 700
TOTAL CHARGES D'ACTIVITÉ	75 904	45 890	60 658	50 000
TOTAL CHARGES	449 617	402 890	291 191	323 700
RÉSULTAT	-172 409	-102 205	27 675	-69 700

Un Budget plein d'interrogation et d'inconnue

En effet, la réalisation d'un budget dans le contexte sanitaire que nous traversons devient un exercice délicat.

- Absence de visibilité à court terme
- Une activité au ralenti
- De nouvelles préoccupations

Les hypothèses retenues sont les suivantes : reconduction du niveau des ressources de fonctionnement, retour des ressources d'activité au niveau de 2018/2019.

LES RESSOURCES

Les ressources s'affichent à un niveau bas au regard du manque de lisibilité. La réalisation sur le premier trimestre, grâce au travail de relance effectué par l'équipe, laisse entrevoir un niveau de ressource probablement supérieur.

Depuis 2017, l'évolution des adhésions est la suivante :

Adhésions	2017	2018	2019	2020
Organisations	338	266	328	288
Individuelles	379	358	348	345
Total	717	624	676	633

Le niveau des adhésions malgré le travail réalisé ne peut nous satisfaire et une véritable réflexion doit être menée

La répartition est la suivante

	2020
Fédérations	18
Comités régionaux	10
Unions départementales	58
Syndicats	88
Unions Locales	53
CSE/CSEC	1
Organisations diverses/asso	7
Syndicats retraités	8
LSR	27
UCR	4
Union Syndicale	6
USR	8
Sous Total	288

Le nombre d'organisations adhérentes montre le fort potentiel d'accroissement qui est le nôtre.

LES CHARGES

Sur 2020 la crise de la COVID a contribué au niveau de charge bas (report de l'assemblée générale, absence de frais de transport, et d'hébergement, allocation chômage partiel, etc...)

L'hypothèse d'un retour à une situation « plus normale » sur le 2^e semestre entraîne mécaniquement l'accroissement du niveau de charge

Ces différentes hypothèses entraîneraient un budget en déséquilibre.

Antonio Delgado, trésorier

EVOLUTION MENSUELLE DES ADHÉSIONS 2021

Dénomination	Janvier	Février	Mars	Représentation des organisations
Associations		2		2
CSE				0
Fédérations	1	2	1	4
LSR	3	5		8
USR	1	1	1	3
Syndicats/sections retraités	6	1	2	9
Syndicats	9	15	9	33
Unions départementales	7	10	1	18
Unions locales	8	13	2	23
Comités régionaux			1	1
Unions syndicales	3	2		5
Confédération, UCR		2		2
Nombre d'adhésions mensuelles organisations	38	53	17	108
Nombre d'adhésions mensuelles Individuelles	143	84	17	244
CUMUL GÉNÉRAL	181	137	34	352